

Bernard Ludwig, Andreas Linsenmann (éd.)

Frontières et réconciliation

L'Allemagne et ses voisins depuis 1945



P.I.E. Peter Lang

L'Allemagne dans les relations internationales

Introduction

Bernard LUDWIG, Andreas LINSENMAN

Vue d'ailleurs, particulièrement des États-Unis, l'Europe a souvent été perçue au XX^e siècle comme un « continent des ténèbres »¹ où les conflits – notamment frontaliers – finissent par précipiter le monde entier dans la guerre. L'Allemagne et ses voisins ont largement été au centre de ces affrontements et, par conséquent, par la suite, au cœur des processus de pacification, de rapprochement et de réconciliation. Or, si la place des frontières et des espaces frontaliers a souvent été analysée dans les dynamiques diplomatiques et dans le cadre des logiques de guerre (essentiellement pour la période 1919-1939), elle l'a beaucoup moins été en ce qui concerne les processus de paix – notamment le rapprochement et la réconciliation – et en particulier pour la période après 1945². De fait, les frontières établies en 1919 par les traités « de paix » et les débats qu'elles suscitèrent menèrent davantage à la guerre qu'à la préservation de la paix et à la réconciliation.

¹ Mark MAZOWER, *Le continent des ténèbres : une histoire de l'Europe au XX^e siècle*, Bruxelles, Complexe, 2005 [éd. orig. *Dark Continent: Europe's Twentieth Century*, Londres, Penguin, 1998].

² Voir Christian BAECHLER, Carole FINK (éd.), *L'établissement des frontières en Europe après les deux guerres mondiales*, Berne, Peter Lang, 1996 ; Frédéric DESSBERG, Frédéric THÉBAULT (éd.), *Sécurité européenne : frontières, glaces et zones d'influence : de l'Europe des alliances à l'Europe des blocs, fin XIX^e siècle-milieu XX^e siècle*, Rennes, PUR, 2007 ; Christoph RASS, Peter M. QUADFLIEG (éd.), *Kriegserfahrung im Grenzland. Das deutsch-belgische Grenzgebiet im Zeitalter der Weltkriege*, Aix-la-Chapelle, éd. Shaker, 2011 (sous presse).

L'objectif de ce livre et de l'atelier à son origine est de proposer, grâce à quelques études de cas, des perspectives susceptibles d'éclairer de façon pluridisciplinaire (de l'histoire à l'anthropologie en passant par la linguistique) quels rôles les frontières et aussi les espaces frontaliers ont joués et jouent encore dans le processus de réconciliation de l'Allemagne avec ses voisins depuis 1945. Le voisinage est ici pris au sens géographique de pays frontalier et analysé, au premier chef, historiquement³. Malgré les différences considérables entre ces derniers, une approche globale a été privilégiée afin de faire, potentiellement, émerger une dynamique liée à cette situation. Il s'agit de recherches à la fois comparatives et croisées sur la façon dont les couples anciennement ennemis ont géré ou gèrent une « trace de guerre » spécifique – la frontière – ou plus généralement, la mémoire du passé dans un espace donné – l'espace frontalier –, le plus souvent fortement mis à l'épreuve par la (ou les) guerre(s), en vue d'une réconciliation éventuelle.

Le projet s'appuie sur deux objets : les frontières et la réconciliation. Le premier, attire, voire obsède, de plus en plus les sciences humaines – notamment les historiens – et dont l'histoire est en plein renouveau, ayant fait émerger les *border studies*⁴. Cette tendance est renforcée, par ailleurs, par plusieurs évolutions historiographiques accentuant l'importance de la notion d'espace : de la redécouverte du *Raum* en Allemagne au *spatial turn* anglo-saxon, en passant par l'histoire globale et l'histoire transnationale, toutes deux construites sur la remise en cause des frontières⁵. Depuis 1945, les fonctions et

³ Sur les perspectives de ce concept, voir le colloque « *Ces chers voisins. Benelux, Deutschland und Frankreich im 19. und 20. Jahrhundert* », 19-21 novembre 2008 à Cologne ; l'atelier interdisciplinaire « *The Concept of Neighborhood* », 13-14 juin 2008 à Tübingen ; les récents mélanges à Marie-Thérèse Bitsch : Michel DUMOULIN, Jürgen ELVERT, Sylvain SCHIRMANN (éd.), *Ces chers voisins. L'Allemagne, la Belgique et la France en Europe du XIX^e au XXI^e siècles*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2010.

⁴ En France, le thème doit beaucoup aux travaux de l'historien Daniel NORDMAN comme *Frontières de France. De l'espace au territoire, XVI^e-XIX^e siècles*, Paris, Gallimard, 1999 et du géographe Michel FOUCHER, comme *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 1994 et *L'obsession des frontières*, Paris, Perrin, 2007. Plus récemment, un colloque mêlant histoire des relations internationales, histoire des représentations et histoire sociale de la frontière renouvelle les approches : Sophie COEURÉ, Sabine DULLIN (éd.), *Frontières du communisme*, Paris, La Découverte, 2007.

⁵ Pour une introduction à l'historiographie des frontières voir Etienne FRANÇOIS, Jörg SEIFART, Bernhard STRUCK, « *Grenzen und Grenzräume : Erfahrungen und Konstruktionen* », in : Etienne FRANÇOIS, Jörg SEIFART, Bernhard STRUCK (éd.), *Die Grenze als Raum, Erfahrung und Konstruktion. Deutschland, Frankreich und Polen vom*

les significations des frontières en Europe ont connu des mutations fondamentales. Le processus d'intégration européenne – particulièrement la mise en place de l'Europe des régions et la constitution de l'espace Schengen – a considérablement et concrètement relativisé leur pertinence. Néanmoins, en regardant les espaces frontaliers de plus près, le constat est plus nuancé. Les frontières demeurent un facteur constitutif des mentalités et des identités. D'une part, dans une perspective davantage nationale, les frontières constituent des confins, marquent des limites et points de ruptures envers l'Autre. De cette façon, elles peuvent polariser – même à l'ère de l'intégration européenne et de la mondialisation – les identités, renforcer les rancunes et constituer un frein au rapprochement et à la réconciliation. D'autre part, synonymes à la fois d'ouverture, d'échanges avec l'autre et de marges de sa propre communauté, ces « zones de contact »⁶ fournissent des identités plus floues et prédisposent à l'entente et donc à la réconciliation. En effet, être en périphérie de sa propre communauté peut se conjuguer avec une vie au centre d'une action transnationale.

La réconciliation est, quant à elle, une notion tout aussi floue que la première. Aussi nous naviguerons, notamment du fait des deux termes allemands *Aussöhnung* et *Versöhnung*, dans un espace qui englobe également, dans un sentiment d'empathie, la « compréhension » puis « l'entente » (*Verständigung*) et le « rapprochement » (*Annäherung*). Tous ces termes correspondent à différents stades de la relation avec l'autre, dans le sens d'une confiance croissante, mais il va de soi que chacun d'entre eux correspond à un ensemble de processus et non à un état figé. Le rapprochement franco-allemand est devenu un paradigme de la « réconciliation » entre deux pays ennemis que le traité de l'Élysée (22 janvier 1963) désirait « sceller » – une idée très largement répandue dans l'opinion. Dans ce cas, le terme même est assez neuf dans l'usage diplomatique – il apparaît en

17. *bis zum 20. Jahrhundert*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 2007, p. 7-29 ; Karen DENNI, *Rheinüberschreitungen – Grenzüberwindungen. Die deutsch-französische Grenze und ihre Rheinbrücken (1861-2006)*, Constance, UVK, 2008, p. 21-98. Une imposante bibliographie sur les frontières et espaces frontaliers de l'Allemagne, en particulier germano-polonais, a été dressée par Torsten LORENZ et Katarzyna STOKLOSA, voir : http://www.kuwi.cuv-frankfurto.de/de/lehrstuhl/kg/wisogeschi/forschungsstelle/forschungsprojekte_abg_/bibliographie_grenzregion.pdf (20/10/2010).

⁶ Voir le concept de « contact zone » chez Mary Louise PRATT, « Arts of the Contact Zone », in : *Profession*, n° 91, 1991, p. 33-40 et Mary Louise PRATT, *Imperial Eyes : Travel Writing and Transculturation*, New York, Routledge, 1992.

1959 – et caractéristique de l'après Seconde Guerre mondiale⁷. Dans la société civile, les milieux œuvrant au rapprochement franco-allemand utilisèrent cependant le terme de réconciliation dès le début des années 1950. Toutefois, chaque relation bilatérale et situation régionale connaît ses spécificités de la réconciliation, dont le but est de guérir les blessures de la guerre et d'établir un esprit de coopération et de confiance profonde⁸.

S'il va de soi que la Seconde Guerre mondiale est la matrice de la problématique de la relation de l'Allemagne envers ses voisins depuis 1945 et le point nodal de la question de la réconciliation, les enjeux frontaliers, à travers les communications rassemblées ici, peuvent s'organiser autour de trois types interrogations plus spécifiques : celle de la temporalité, celle de l'espace et celle de l'interaction avec la Guerre froide.

Une temporalité spécifique ?

Il n'est pas aisé de répondre à la question de savoir à partir de quelle date le processus de réconciliation s'enclenche entre l'Allemagne et ses voisins dans les zones frontalières ou à propos de leurs frontières. Doit-on distinguer les frontières occidentales – y compris septentrionales et méridionales – des limites orientales ou encore les frontières les plus anciennement établies – par le traité de Versailles (1919), par exemple – des plus récentes ?

À l'Ouest, dans une région ballottée entre deux pays et deux mondes tout au long du XX^e siècle comme l'Alsace, quelques pré-curseurs du rapprochement franco-allemand apparaissent dès 1945-46. Cependant, encore pendant les années 1960, la méfiance à la fois vis-à-vis de l'Allemagne et des Alsaciens reste importante (*Kohser-Spohn*). Cette chronologie est confirmée par celle de jumelages franco-allemands entre des villes alsaciennes et allemandes : le premier n'intervient qu'en 1961, celui entre Strasbourg – ville fronta-

⁷ Voir Ulrich LAPPENKÜPER, *Die deutsch-französischen Beziehungen 1949-1963. Von der « Erbfeindschaft » zur « Entente élémentaire »*, Munich, Oldenbourg, 2000, p. 1708, note 10, cité par Corine DEFRANCE, Ulrich PFEIL (éd.), *Le traité de l'Elysée et les relations franco-allemandes 1945-1963-2003*, Paris, CNRS Éditions, 2005, p. 25.

⁸ Sur la notion de confiance dans le rapprochement voir Ute FREVERT (éd.), *Vertrauen. Historische Annäherungen*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2003, notamment, dans ce volume, la contribution de Gesa BLUHM « Vertrauensarbeit. Deutsch-französische Beziehungen nach 1945 », p. 365-393.

lière symbolique – et Stuttgart en 1962 et le nombre n’augmente sensiblement que dans la seconde partie des années 1960⁹. Dans les territoires perdus lors du traité de Versailles aux frontières belges et danoises, les processus de réconciliation démarrent un peu plus tôt, dès le milieu des années 1950. Dans ces deux cas, le règlement, notamment par des accords-cadres (déclarations Bonn-Copenhague en 1955, traité d’amitié germano-belge en 1956), des contentieux les plus importants (tracé de frontière, minorités, criminels de guerre...) a certainement favorisé le mouvement (*Jebesen, Brüll*). Dans l’exemple de l’EUREGIO germano-néerlandaise (*Gundermann*), sa création en 1959 indique une chronologie similaire. Toutefois, si l’on considère les processus de réconciliation directement liés à la mémoire de la Seconde Guerre mondiale, du nazisme et de l’occupation la chronologie est sensiblement décalée¹⁰. Dans le cas de l’Euregio, les instances de coopération transfrontalières, possiblement soumises à leurs tutelles nationales respectives, ne souhaitent pas même s’impliquer sur ce terrain – certes épineux. Hormis quelques épiphénomènes, c’est seulement à partir du moment où émerge une catégorie mémorielle consensuelle – la libération plutôt que l’alternative bourreaux/victimes – que s’enclenche véritablement le processus de réconciliation. La « libération », qui peut être comprise comme celle du territoire et, plus largement, celle du nazisme n’a pas uniquement affecté les zones transfrontalières, mais il s’agit d’un élément de rapprochement et de réconciliation inter- et transnational dans la mesure où il permet de regarder l’avenir plus que le passé. L’exemple de l’Euregio montre la difficulté de la réconciliation sur une catégorie négative du type « bourreau/victime » que ce soit dans les commémorations, dans la timide intervention du conseil de l’Euregio sur le terrain de l’éducation des jeunes ou les principes défendus par Alfred Mozer. Ainsi, c’est seulement à partir du milieu des années

⁹ Corine DEFANCE, « La dimension régionale dans le rapprochement franco-allemand : l’Alsace face à l’Allemagne de l’immédiat après-guerre au début des années 1970 », in : Marie-Bénédicte VINCENT, Yves DÉNÉCHÈRE (éd.), *Vivre et construire l’Europe à l’échelle territoriale de 1945 à nos jours*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2010, p. 145-158. Pour une mise en perspective, voir Corine DEFANCE, « Les jumelages franco-allemands. Aspects d’une coopération transnationale », in : *Vingt-tième Siècle. Revue d’histoire*, n° 99, 2008, p. 189-201.

¹⁰ À titre de comparaison, voir Valérie-Barbara ROSOUX, *Les usages de la mémoire dans les relations internationales : le recours au passé dans la politique étrangère de la France à l’égard de l’Allemagne et de l’Algérie de 1962 à nos jours*, Bruxelles, Bruylant, 2001.

1980 dans le cas germano-néerlandais, que les actions de rapprochement se multiplient dans le cadre des commémorations.

Éminemment politique, la réconciliation déclamatoire de la RDA envers la Pologne par le traité de Görlitz en 1950 ne marque pas vraiment le début du processus de réconciliation entre les Allemandes et ses voisins orientaux. Une chronologie particulière, largement tributaire de la stabilisation des deux Allemagnes, de l'*Ostpolitik* de Willy Brandt, de l'évolution de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et de la détente s'exprima en ce qui concerne la frontière et les zones frontalières à l'Est. En 1972, de nouveaux règlements en matière de visas et de transit permirent une intensification des contacts et des échanges entre la Pologne et la RDA : dès cette année, 9,3 millions de Polonais, soit 30 % de la population, et 6,3 millions de citoyens est-allemands, soit 40 % de la population, se rendirent dans le pays voisin (*Weber, Pick*). Dès lors, d'anciens expulsés allemands et leurs descendants purent voyager en Pologne. Les flux touristiques entre la RFA et la Pologne ou même les contacts scientifiques ne furent, quant à eux, ni assez importants, ni les durées de résidence assez longues afin de d'impacter les représentations de l'Autre et les préjugés, phénomènes dont les mutations ne s'observent que sur la très longue durée (*Pick*). De surcroît, les acteurs de ce tourisme furent pour la plupart d'anciens expulsés. Ce fut davantage la modification de la perception de la frontière (de plus en plus considérée comme définitive du côté ouest-allemand) entre les années 1970 et les années 1980 que l'intensification des échanges de personnes qui fut profitable à la réconciliation.

L'importance de la question des frontières pour certains groupes, comme les expulsés et réfugiés – en particulier des Sudètes – a, de façon récurrente, freiné, voire empêché, les processus de réconciliation de la RFA avec ses voisins orientaux. Le « mémorandum aux expulsés » (*Vertriebenen-Denkschrift*) produit par l'Église évangélique (EKD), en octobre 1965, et la « lettre pastorale » (*Hirtenbrief*) des évêques polonais, en novembre 1965, s'attaquaient justement à ce problème. Toutefois le veto d'Adenauer à la conclusion par son ministre des Affaires étrangères, Heinrich von Brentano, d'un pacte de non-agression avec la Pologne et la Tchécoslovaquie en 1959 ; puis, l'agitation de la Fédération des expulsés contre les traités de l'*Ostpolitik* entre 1970 et 1973 ; et enfin, la perturbation du rapprochement après l'établissement définitif de l'intangibilité de la frontière Oder-Neisse en 1990 montrent que les obstacles furent impor-

tants. Les polémiques récentes sur un centre d'histoire et de mémoire de l'expulsion laissent à penser que, dans certains cas, les processus de réconciliation commencent tout juste (*Plyer*). Leur chronologie suit la très lente évolution de la mémoire du traumatisme et s'inscrit dans des logiques de génération.

La proximité comme gage de réconciliation

Même si l'espace frontalier constitue parfois une tête de pont pour la réconciliation, plusieurs exemples montrent qu'il est rarement déterminant pour un processus qui dépend, dans la plupart des cas, d'autres facteurs. Le plus souvent, comme entre Allemands et Polonais ou entre Néerlandais et Allemands, c'est un vivre côte à côte qui s'organise avant que d'autres conditions ne soient réunies. Dans le cadre des frontières orientales de l'Allemagne (RFA et RDA), le fait qu'elles étaient nouvelles, imposées par les conséquences de la guerre et marquèrent de véritables ruptures démographiques, économiques, sociales et culturelles dans le paysage, brisa largement les possibilités de contacts. Le « sentiment de cassure » fut d'autant plus fort et perçu comme durable qu'au début rien ne fut entrepris pour résorber la frontière naturelle que constituait les fleuves Oder et Neisse, les problèmes de transport transfrontalier ou la séparation de couples historiques de villes fluviales, notamment Görlitz. Des coopérations ponctuelles en matière d'infrastructures existèrent certes dès 1945 – l'électricité pour Görlitz et Zgorzelec provenait d'une seule centrale, l'eau de Zgorzelec provenait de Görlitz et, inversement, l'alimentation en gaz de la cité allemande provenait de la ville polonaise – néanmoins celles-ci ne débouchèrent pas sur l'enclenchement d'un processus de réconciliation (*Weber, Opitowska*).

Dans le cadre de l'Euregio germano-néerlandaise, le commerce et l'économie, les infrastructures et les rapports humains furent perçus comme les vecteurs permettant de briser la frontière et d'entreprendre le chemin de la réconciliation (*Gundermann*). Les analyses micro-historiques abordées ici indiquent que se côtoyer dans la vie quotidienne, principalement grâce au commerce, favorise le rapprochement mais ne le crée pas (*Opitowska*). Dans le cas germano-polonais, les déterminants macro-économiques (un niveau de vie faible en RDA, mais plus important qu'en Pologne) empêchèrent les échanges micro-économiques le long de la frontière de jouer le

rôle qu'ils peuvent normalement jouer dans le rapprochement (*Pick*). Ayant l'impression d'être pillées, les autorités est-allemandes imposèrent, dès 1973, des quotas à l'achat de certains produits par les Polonais (*Pick*, *Opilowska*). De nos jours encore, les différences de niveaux de vie influent sur la volonté de rapprochement : la vision de la coopération transfrontalière est plus optimiste chez les Polonais de Zgorzelec que chez les Allemands de Görlitz. Le différentiel économique alimente parfois les haines – telles que celles incarnées par le parti d'extrême droite allemand NPD – même si la lutte contre cette xénophobie rapproche aussi les deux rives de l'Oder (*Opilowska*).

Si un « effet frontière » est, selon Dominik Pick, perceptible dans la réconciliation germano-polonaise – l'Oder-Neisse divisa davantage la RFA de la Pologne que la RDA de celle-ci – la proximité, en ce qu'elle pourrait entraîner une meilleure connaissance de l'Autre, ne produit pas forcément une meilleure image¹¹. Les Polonais ont une bien meilleure image des Japonais que des Allemands ou des Danois que des Ukrainiens, un facteur qui serait fonction de la richesse des pays. Par ailleurs, des stéréotypes persistants, comme celui d'une « économie polonaise », seraient justement nés en Silésie, région d'intenses contacts entre Polonais et Allemands. Des frontières mentales s'ajoutent ainsi au problème de la frontière physique (*Pick*). Toutefois, localement, l'ouverture de la frontière germano-polonaise en 1972 a pu contribuer à déconstruire certains stéréotypes, voire seulement à les modifier (*Opilowska*).

La barrière de la langue relativise souvent l'avantage de la proximité géographique, elle ralentit autant les contacts que la capacité à communiquer pour régler un problème frontalier. On note que la volonté d'y remédier est, dans les cas abordés ici, répartie de façon inégale : les voisins de l'Allemagne (les Polonais de Zgorzelec ou les Tchèques de Broumov) semblent davantage disposés à apprendre

¹¹ Voir aussi Beate KOSMALA, « Das Bild Polens in der Bundesrepublik Deutschland und die deutsch-polnischen Beziehungen » et Burkhard OLSCHOWSKY, « Der wenig vertraute Nachbar. Das Bild Polens in der DDR 1949-1989 », in : Jerzy KOCHANOWSKI, Beate KOSMALA (éd.), *Deutschland, Polen und der Zweite Weltkrieg. Geschichte und Erinnerung*, Potsdam/Varsovie, Deutsch-Polnisches Jugendwerk, 2009, p. 129-141 et p. 142-153 ; Wladyslaw BARTOSZEWSKI (éd.), *Und reißt uns den Hass aus der Seele. Die schwierige Aussöhnung von Polen und Deutschen*, Varsovie, Deutsch-polnischer Verlag 2005 ; Basil KERSKI, Andrzej KOTULA, Kazimierz WOYCICKI (éd.), *Zwangsverordnete Freundschaft ? Die Beziehungen zwischen der DDR und Polen 1949-1990*, Osnabrück, Fibre, 2003.

l'allemand que les Allemands de Görlitz ou les membres du *Heimatkreis* le polonais ou le tchèque (*Opilonska, Pher*). Dans d'autres régions frontalières, où l'on partage la langue avec le voisin allemand (sud du Danemark, est de la Belgique, Autriche) ou où la proximité linguistique est acquise par la pratique de dialectes germanophones (Alsace), la pratique de l'allemand ne favorise que tardivement la réconciliation (*Brüll, Dippel, Kohser-Spohn, Putsche, Jeben*). Même si la réconciliation comporte une dimension culturelle de compréhension, de proximité, d'altérité et – peut être même – de délimitation constructive (*Dippel*), dans les premières décennies après 1945, les frontières gardent leur fonction primaire de définition et d'unification du groupe. Au niveau national, la pratique de la langue du voisin allemand jette en effet le doute sur son appartenance à la communauté nationale – ce qui se traduit, par exemple en Alsace, par une épuration très « politique » (*Kohser-Spohn*) – alors même que le sentiment national est plus fort dans régions frontalières et la distance affective de la nation voisine plus importante. C'est seulement à partir du moment où des politiques d'assimilation, notamment linguistiques, ont permis de lever le doute sur la loyauté des populations frontalières que le partage de la langue devient un atout dans le processus de réconciliation (*Brüll, Kohser-Spohn*)¹².

Les espaces frontaliers et les questions de frontières ne permettent que difficilement de se détacher des évolutions générales de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Une des difficultés pour la réconciliation réside justement dans le fait que leurs chronologies sont, au moins en partie, différentes de part et d'autre d'une frontière. Les mutations de l'image des acteurs de la guerre (Hitler plutôt que les Allemands dans les années 1970, la résistance dans les années 1980) et les possibilités – tardives – d'actions commémoratives transfrontalières transparaît dans l'exemple de l'Euregio (*Gundermann*). La construction de mémoires et de discours historiques particuliers autour de la Seconde Guerre mondiale dans une perspective de victimisation – et pas uniquement celles des réfugiés et expulsés – constituent de puissants freins à la réconciliation (*Pher, Gundermann*).

Enfin, les échelles géographiques de la réconciliation entretiennent parfois des relations contradictoires : sur le plan national,

¹² Voir aussi Birte WASENBERG, « Bilinguisme et coopération transfrontalière », in : *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, n° 2-3, 2001, p. 275-302.

L'association politique des Allemands des Sudètes est controversée et souvent associée à un obstacle aux relations entre Berlin et Prague ; au niveau régional, elle sert à affirmer l'indépendance par rapport à l'État fédéral ; en revanche, les cellules locales (les *Heimatkreise*) sont efficaces pour établir le dialogue transfrontalier (*Pfyer*). Parallèlement, les échelles sociales restent tout aussi importantes : l'implication des individus – comme peut en témoigner l'évolution des mariages mixtes à Görlitz (*Opilowska*) – et de la société civile reste déterminante (*Pfyer, Gundermann*).

La tension entre Guerre froide, frontières et réconciliation

Après 1945, la Guerre froide a largement interféré dans les processus de réconciliation à propos des questions frontalières et dans les espaces frontaliers. Ce fut essentiellement le cas pour les frontières orientales de l'Allemagne et les relations avec ses voisins à l'Est, déjà délicates du fait de la politique national-socialiste particulièrement violente à leur égard.

Un premier facteur fut que ces frontières étaient nouvelles, largement issues de la Seconde Guerre mondiale et de ses conséquences, puis rapidement consolidées par la Guerre froide. Les déplacements de population firent des frontières des objets de tension et affectèrent les zones frontalières. Aux antagonismes entre deux nations après un conflit meurtrier s'ajoutèrent non seulement des difficultés matérielles pour se rencontrer mais aussi le fait que, de part et d'autre de la frontière, il n'existait pas ou très peu de réseaux préalables de communication entre des populations qui n'avaient jamais cohabité ensemble auparavant du fait des migrations forcées. Les populations polonaises frontalières de l'Oder-Neisse venaient pour la plupart du centre ou des anciennes provinces orientales de la Pologne et se sentirent d'abord très étrangères dans les anciens territoires allemands désormais polonais. Des conditions similaires existèrent également dans les villes frontalières de RDA, comme à Görlitz, où la part de réfugiés et d'expulsés était importante. La perception par les frontaliers du caractère provisoire que pouvait avoir leur implantation ne les incita pas – au moins au début – à s'impliquer dans le rapprochement transfrontalier (*Opilowska*). Toutefois l'expérience partagée de l'expulsion put parfois constituer un facteur de rapprochement, même si le régime

est-allemand vit dans les « victimes des frontières » (les réfugiés et expulsés) un danger potentiel qu'il fallait surveiller et empêcher de fraterniser – de se réconcilier – avec les Polonais.

Le second facteur est constitué par le fait que les frontières entre États aux relations déjà éprouvées par la Seconde Guerre se sont doublées d'une frontière idéologique et systémique dans le cadre de la Guerre froide. Dans la mesure où la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et particulièrement celle des crimes de l'Allemagne nationale-socialiste sont devenues des enjeux de Guerre froide, la réconciliation entre les Allemagnes et ses voisins ont été brouillées. Le rejet idéologique, sous couvert d'antifascisme, par la RDA de toute responsabilité dans ces crimes ou la négation des phénomènes d'expulsion par le régime (absence de dénomination spécifique et de statistiques officielles en RDA) a bloqué le travail de mémoire et freiné la réconciliation (*Weber*). Les échanges transfrontaliers sont restreints idéologiquement et politiquement : les acteurs potentiels de la réconciliation sont d'abord les cadres et les membres du parti. Ceci contraint largement, voire empêche, la diffusion des processus de rapprochement à la société civile des pays concernés alors que, dans le groupe choisi, la réconciliation est vécue comme contrainte et forcée (*Weber*). De fait, la réconciliation est largement instrumentalisée et constitue un outil idéologique. Au sein du bloc communiste, la stabilisation des frontières permet le rapprochement des PC et, d'une certaine manière, la construction de l'unité idéologique au sein du bloc. Ainsi la pérennisation de la frontière Oder-Neisse par le traité de Görlitz (1950) était pour le SED un moyen de nouer des relations avec son homologue polonais, mais aussi les autres PC et d'obtenir leur soutien pour la reconnaissance de la RDA – malgré des tensions encore persistantes (*Weber*)¹³. Toutefois, la Guerre froide et la construction du bloc socialiste produisirent également de profondes contradictions entre une nécessaire réconciliation entre pays frères, et donc la libre circulation entre eux, et le verrouillage de la frontière et son contrôle (militaire) dans un souci de protection d'un camp et d'une idéologie (*Weber, Opilowska*). En Pologne, habiter dans la zone frontalière qui était soumise à de sévères contrôles, ne

¹³ Andreas Malycha, « "Wir haben erkannt, dass die Oder-Neisse-Grenze die Friedensgrenze ist". Die SED und die neue Ostgrenze 1945 bis 1951 », in : *Deutschland Archiv*, n° 33, 2000, p. 193-207 ; Andreas Malycha, « Die SED und die Oder-Neiße-Grenze bis zum Görlitzer Vertrag 1950 », in : Helga Schultz (éd.), *Grenzen im Ostblock und ihre Überwindung*, Berlin, Berliner Wissenschafts-Verlag, 2001, p. 81-111.

favorisait déjà pas, par essence, la volonté de s'établir dans une ville frontalière et donc d'aller vers les Allemands (*Opilowska*). Les contacts transfrontaliers répondent pour l'essentiel à des objectifs très encadrés par le pouvoir (besoin de main d'œuvre, coopération technique et industrielle...) et restent très étroitement surveillés par les polices politiques. Ainsi les crises politiques majeures en RDA ou dans les pays frontaliers poussent les autorités est-allemandes à fermer la frontière, comme en 1980 avec la Pologne par crainte d'une contagion du mouvement *Solidarność* (*Weber, Opilowska*). Après avoir célébré la réconciliation entre pays frères, dans les moments de crise, certains pays, comme la RDA, n'hésitent pas à réactiver les stéréotypes et la propagande anti-polonaise¹⁴. Comme le remarque Pierre-Frédéric Weber, l'impact de la Guerre froide se résume à la formule « deux Europe, deux régimes frontaliers ». Doit-on ajouter « deux réconciliations » ?

Par ailleurs, la polarisation de la Guerre froide a parasité les processus de réconciliation. Ainsi, les avancées du traité germano-polonais de décembre 1970 furent atténuées par une trop large focalisation des Allemands de l'Ouest sur les réactions soviétiques au détriment de la prise en compte des intérêts polonais dans la résolution du « conflit » frontalier. La gestion par la RFA de la ratification de l'accord obtenu et les limitations qui furent alors imposées renforcèrent la dépendance de la Pologne par rapport à l'Union soviétique et ne permirent pas de donner une impulsion aussi décisive qu'espérée à la réconciliation germano-polonaise (*Pick*). Toutefois, symboliquement et visuellement, la RFA démontra, après les jalons posés par les Églises et par les éléments progressistes du SPD et du FDP au milieu des années 1960, son engagement sur la voie de la réconciliation lorsque le chancelier ouest-allemand Willy Brandt s'agenouilla devant le mémorial aux héros de l'insurrection du ghetto de Varsovie, le 7 décembre 1970¹⁵.

¹⁴ À titre de comparaison voir aussi Jan C. BEHREND, *Die erfundene Freundschaft. Propaganda für die Sowjetunion in Polen und in der DDR*, Cologne, Böhlau, 2006.

¹⁵ Voir Christoph SCHNEIDER, « Der Kniefall von Warschau. Spontane Geste – bewusste Inszenierung ? », in : Gerhard PAUL (éd.), *Das Jahrhundert der Bilder. 1949 bis heute*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2008, p. 410-417 ; Daniela MÜNKE, « Willy Brandt in Warschau – Symbol der Versöhnung », in : Stiftung Haus der Geschichte (éd.), *Bilder im Kopf. Ikonen der Zeitgeschichte*, Cologne, Dumont, 2009, p. 130-139.

Enfin, même si depuis la fin de la Guerre froide et la chute de sa frontière emblématique – le mur de Berlin – les discours changent, comme par exemple à Görlitz/Zgorzelec où on ne parle plus de frontière mais des ponts qui relient les deux villes (*Opilowska*) ou à Broumov/Braunau désormais jumelé avec Forchheim (*Pfyer*), les processus de réconciliation à l'Est doivent prendre en considération des frontières davantage ancrées dans les têtes que dans les paysages. Dans les relations avec ses voisins à l'Est, l'Allemagne a toujours dû surmonter deux questions frontalières, dont sa propre division, pour promouvoir la réconciliation¹⁶. À l'Ouest, en revanche, le cadre stabilisateur de l'intégration européenne et l'union imposée par la Guerre froide ont été des facteurs favorables à la réconciliation entre la RFA et des voisins (*Brüll*).

Vers des régions transnationales ?

La fin de la Guerre froide et l'accélération des processus de réconciliation grâce à l'approfondissement et l'élargissement de l'intégration européenne, aux initiatives de coopérations transfrontalières¹⁷ et à leur accompagnement par des politiques linguistiques ou mémorielles (*Opilowska*, *Gundermann*, *Putsche*) laisse entrevoir la création ou la réémergence de véritables régions transnationales au carrefour d'influences multiples. L'Alsace en est incontestablement redevenue une¹⁸. D'autres régions, où les questions des minorités ont été réglées et se sont constituées des identités particulières, comme l'est de la Belgique et le Sud du Danemark, le sont devenues (*Brüll*, *Jebsen*). Dès lors que les mémoires nationales le permettent, l'échelle

¹⁶ Ulrich PFEIL, *Die « anderen » deutsch-französischen Beziehungen. Die DDR und Frankreich 1949-1990*, Cologne, Böhlau, 2004.

¹⁷ Voir les activités du groupe de recherche FARE à l'université de Strasbourg (<http://fare.unistra.fr/>), notamment Birte WASSENBERG, *Vers une eurorégion ? La coopération transfrontalière franco-germano-suisse dans l'espace du Rhin supérieur de 1975 à 2000*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2007.

¹⁸ Voir le colloque du Centre Marc Bloch (Berlin) et de la Stiftung Genshagen, « Das Elsaß : eine transnationale Region ? », 7-8 novembre 2007 et Birte WASSENBERG, « Coopération franco-germano-suisse et identité régionale (1963-2007). L'identité régionale favorise-t-elle la coopération transfrontalière dans l'espace rhénan ? », in : Birte WASSENBERG, Martial LIBERA (éd.), *L'Europe au cœur. Études pour Marie-Thérèse Bitsch*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2009 p. 141-163 ; Birte WASSENBERG, « Identité européenne et coopération transfrontalière : quels liens ? L'exemple de l'espace du Rhin supérieur depuis les années 1990 », in : VINCENT, DÉNÉCHÈRE (éd.), *Vivre et construire l'Europe* (note 9), p. 191-210.

régionale paraît en effet bien adaptée pour sortir des impasses des schémas de l'histoire nationale et pour se réconcilier dans les espaces frontaliers ou à propos des questions de frontières. Au vu des quelques exemples présentés ici à propos de la réconciliation de l'Allemagne avec ses voisins, on serait tenter de se demander : se réconcilier avec qui ? Peut-être d'abord avec sa propre histoire.

Einleitung

Bernard LUDWIG, Andreas LINSENMAN

Von außen, insbesondere vonseiten der Vereinigten Staaten aus betrachtet, ist Europa im 20. Jahrhundert oft als „Kontinent der Abgründe“, bzw. als „dunkler Kontinent“¹ wahrgenommen worden, auf dem die Konflikte – in erster Linie Grenzkonflikte – in letzter Konsequenz stets die ganze Welt in Kriege stürzten. Im Zentrum der Auseinandersetzungen und infolgedessen auch im Mittelpunkt der Friedens-, Annäherungs- und Aussöhnungsprozesse, standen weitgehend Deutschland und seine Nachbarn. Die Bedeutung von Grenzen und Grenzräumen ist dabei insbesondere für die Zwischenkriegszeit häufig im Hinblick auf diplomatische Entwicklungen und im Rahmen der Mechanismen der Konfrontation analysiert worden. Weitaus geringer ist die Aufmerksamkeit für Grenzen hingegen mit Blick auf Friedenszeiten und auf Annäherungs- und Aussöhnungsprozesse, besonders für den Zeitraum nach 1945². In der Tat haben die durch die *Friedensverträge* von 1919 geschaffenen Grenzen und die dadurch hervorgerufenen Kontroversen mehr zu

¹ Mark MAZOWER, *Der dunkle Kontinent. Europa im 20. Jahrhundert.*, Berlin 2000 [Orig. *Dark Continent: Europe's Twentieth Century*, London 1998].

² Siehe Christian BAECHLER, Carole FINK (Hg.), *L'établissement des frontières en Europe après les deux guerres mondiales*, Bern 1996 ; Frédéric DESSBERG, Frédéric THÉBAULT (Hg.), *Sécurité européenne : frontières, glaces et zones d'influence : de l'Europe des alliances à l'Europe des blocs, fin XIX^e siècle-milieu XX^e siècle*, Rennes 2007; Christoph RASS, Peter M. QUADFLIEG (Hg.) *Kriegserfahrung im Grenzland. Das deutsch-belgische Grenzgebiet im Zeitalter der Weltkriege*, Aachen 2011 (im Druck).

neuerlichen Konflikten als zum Friedenserhalt und zur Versöhnung geführt.

Grundlegendes Ziel dieses Buches ist es, anhand von Fallstudien und mithilfe verschiedener Disziplinen – von der Geschichtswissenschaft über die Anthropologie bis hin zur Linguistik – Perspektiven vorzustellen, die geeignet sind, näher zu untersuchen, welche Rolle Grenzen und Grenzräume in den Aussöhnungsprozessen Deutschlands mit seinen Nachbarn seit 1945 gespielt haben und nach wie vor spielen. Nachbarschaft wird dabei geographisch verstanden und in erster Linie historisch analysiert³. Trotz beträchtlicher Unterschiede zwischen den einzelnen nachbarschaftlichen Konstellationen wurde eine globale Herangehensweise gewählt. Sie soll es ermöglichen soll, sowohl allgemeine als auch spezifische Dynamiken zutage treten zu lassen. Es handelt sich somit um vergleichende Untersuchungen über die Art und Weise, wie ehemals verfeindete Nachbarn mit einer spezifischen Spur des Krieges – der Grenze – oder allgemeiner der Erinnerung an die Vergangenheit in einem bestimmten Raum – dem Grenzraum –, der im Hinblick auf eine etwaige Aussöhnung zumeist besonders stark unter den Einwirkungen des Krieges gelitten hat, umgegangen sind bzw. umgehen.

Das Projekt nahm dabei insbesondere zwei Begriffe in den Blick: den der Grenze und den der Aussöhnung. Ersterer inspiriert, ja beherrscht geradezu mehr und mehr die Geisteswissenschaften – insbesondere Historiker. Historiographische Neuinterpretation haben mit den *border studies*⁴ gar ein eigenes Forschungsfeld hervor gebracht. Diese Tendenz wird ferner durch mehrere Entwicklungen verstärkt, die die Bedeutung des Raumbegriffes betonen: von der Wiederentdeckung des *Raumes* in Deutschland über den *spatial turn*

³ Zum Konzept der Nachbarschaft, siehe die Tagung „Ces chers voisins. Benelux, Deutschland und Frankreich im 19. und 20. Jahrhundert“, 19.-21. November 2008 in Köln; die interdisziplinäre Tagung „The Concept of Neighborhood“, 13.-14. Juni 2008 in Tübingen; die Festschrift für Marie-Thérèse Bitsch: Michel DUMOULIN, Jürgen ELVERT, Sylvain SCHIRMANN (Hg.), *Ces chers voisins. L'Allemagne, la Belgique et la France en Europe du XIX^e au XXI^e siècles*, Stuttgart 2010.

⁴ In Frankreich geht dieses Thema vor allem auf die Arbeiten des Historikers Daniel Nordman zurück, etwa in *Frontières de France. De l'espace au territoire, XVI^e-XIX^e siècles*, Paris 1999 sowie des Geographen Michel Foucher, siehe *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris 1994 und *L'obsession des frontières*, Paris 2007. Kürzlich hat eine Tagung, die die Geschichte der internationalen Beziehungen mit der Repräsentationsgeschichte und der Sozialgeschichte verband, Herangehensweisen erneuert: Sophie COEURÉ, Sabine DULLIN (Hg.), *Frontières du communisme*, Paris 2007.

in angelsächsischen Ländern bis zur globalen und transnationalen Geschichte, die Grenzen generell infrage stellen⁵.

In Europa haben sich Funktion und Bedeutung von Grenzen seit 1945 zweifellos grundlegend verändert. Der Prozess der europäischen Integration sowie insbesondere die Schaffung eines Europas der Regionen und der Aufbau des Schengenraumes haben ihre Bedeutung erheblich und dabei auch lebenspraktisch konkret relativiert. Dennoch fällt die Beurteilung bei genauerer Betrachtung der Grenzzräume differenzierter aus. Grenzen bleiben ein wesentlicher Bestimmungsfaktor von Mentalitäten und Identitäten. Auf der einen Seite stellen Grenzen aus einer nationalen Sichtweise heraus Trennlinien dar, die Abgrenzungen und Bruchstellen gegenüber dem Anderen markieren. Auf diese Weise können sie selbst im Zeitalter der europäischen Integration und der Globalisierung Identitäten polarisieren, Ressentiments verstärken und einen Stolperstein bei Annäherung und Aussöhnung darstellen. Auf der anderen Seite sind sie „Kontaktzonen“⁶, sind Synonym für Öffnung, Austausch mit dem Anderen und Randgruppen der eigenen Gemeinschaft. Vor diesem Hintergrund bringen sie unscharfe Identitäten hervor und schaffen Voraussetzungen für Verständigung und damit auch für Aussöhnung. Das Leben an der Peripherie der eigenen Gemeinschaft kann mit dem Leben im Zentrum transnationalen Handelns einhergehen.

Was die Aussöhnung betrifft, so ist sie ein ebenso vieldeutiger Begriff wie der der Grenze. Insbesondere was die zwei deutschen Bezeichnungen *Aus-* und *Versöhnung* betrifft, wird hier ein sprachliches Terrain betreten, das, grundiert von einem Gefühl der Empathie, gleichermaßen Verständnis, Verständigung und Annäherung

⁵ Eine Einführung in die Historiographie der Grenzen bei: Etienne FRANÇOIS, Jörg SEIFART, Bernhard STRUCK, Grenzen und Grenzzräume: Erfahrungen und Konstruktionen, in: Etienne FRANÇOIS, Jörg SEIFART, Bernhard STRUCK (Hg.), Die Grenze als Raum, Erfahrung und Konstruktion. Deutschland, Frankreich und Polen vom 17. bis zum 20. Jahrhundert, Frankfurt 2007, S. 7-29; Karen DENNI, Rheinüberschreitungen – Grenzüberwindungen. Die deutsch-französische Grenze und ihre Rheinbrücken (1861-2006), Konstanz 2008, S. 21-98. Eine beeindruckende Bibliografie zu Grenzen und Grenzzräumen Deutschlands, insbesondere zur deutsch-polnischen Grenze, wurde von Torsten LORENZ und Katarzyna STOKŁOSA erstellt: http://www.kuwi.euv-frankfurt-o.de/de/lehrstuhl/kg/wisogeschi/forschungsstelle/forschungsprojekte_abg_/bibliographie_grenzregion.pdf (20/10/2010).

⁶ Hinsichtlich des Konzepts der „Kontaktzonen“, siehe Mary Louise PRATT, *Arts of the Contact Zone*, in: *Profession* (1991) 91, S. 33-40 und Mary Louise PRATT, *Imperial Eyes: Travel Writing and Transculturation*, New York 1992.

umfassen kann. All diese Bezeichnungen entsprechen jeweils unterschiedlichen Stadien der Beziehung zum Anderen, im Sinne wachsenden Vertrauens und werden als zeitintensive Prozesse, nie als gewissermaßen fixierte Zustände, verstanden. Die deutsch-französische Annäherung ist dabei – wie es der Élysée-Vertrag vom 22. Januar 1963 besiegeln sollte – zu einem Paradigma der „Aussöhnung“ zwischen zwei verfeindeten Ländern und einem in der öffentlichen Meinung tief verwurzelten Gedankengut geworden. In diesem Fall ist die Bezeichnung selbst im diplomatischen Gebrauch recht neu – sie taucht erst 1959 auf – und charakteristisch für die Zeit nach dem Zweiten Weltkrieg⁷. In der Zivilgesellschaft haben jedoch die Milieus, welche die deutsch-französische Annäherung vorantrieben, die Bezeichnung „Aussöhnung“ seit Beginn der 50er Jahre verwendet. Ziel ist dabei stets die Heilung von Wunden des Krieges und der Aufbau von Verbundenheit und tiefem Vertrauens⁸. Gleichwohl ist jedoch jede bilaterale Beziehung und regionale Situation durch Spezifika geprägt, die auch diesen Prozess beeinflussen.

Geht man davon aus, dass der Zweite Weltkrieg den Ausgangspunkt der „Beziehungsproblematik“ Deutschlands mit seinen Nachbarn seit 1945 darstellt und dass er zugleich der Knotenpunkt in der Frage der Aussöhnung ist, können die in den vorliegenden Beiträgen thematisierten Grenzproblematiken anhand von drei spezifischen Betrachtungsperspektiven unterteilt werden: Der zeitlichen Dimension, des Raumes und der Wechselwirkungen mit dem Kalten Krieg.

Eine spezifische Chronologie?

Die Frage, ab welchem Zeitpunkt der Aussöhnungsprozess zwischen Deutschland und seinen Nachbarn in den Grenzzonen oder hinsichtlich der Grenzen eingesetzt hat, ist nicht einfach zu beantworten. Sollte man die westlichen Grenzen von den erheblichen territorialen Veränderungen unterworfenen östlichen Grenzen

⁷ Siehe Ulrich LAPPENKÜPER, *Die deutsch-französischen Beziehungen 1949-1963. Von der „Erbfeindschaft“ zur „Entente élémentaire“*, München 2000, S. 1708, Anm. 10, zitiert von Corine DEFRAANCE, Ulrich PFEIL (Hg.), *Der Elysée-Vertrag und die deutsch-französischen Beziehungen 1945-1963-2003*, München 2005, S. 29.

⁸ Hinsichtlich des Begriffes des Vertrauens im Annäherungsprozess, siehe Ute FREVERT (Hg.), *Vertrauen. Historische Annäherungen*, Göttingen 2003, insb. den Beitrag von Gesa BLUHM, *Vertrauensarbeit. Deutsch-französische Beziehungen nach 1945* (S. 365-393).

unterscheiden – und dabei Grenzen im Norden und Süden mit unter „westlich“ subsumieren? Sollte man auch die früheren Grenzen, wie z.B. jene, die durch den Versailler Vertrag (1919) festgelegt wurden, von späteren Grenzziehungen unterscheiden?

Im Westen werden erste Versuche einer deutsch-französischen Annäherung bereits 1945/46 beispielsweise im Elsass erkennbar, in einer Region, die das gesamte 20. Jahrhundert hindurch zwischen zwei Ländern und zwei Welten hin- und hergerissen wurde. Das französische Misstrauen gegenüber Deutschland wie auch gegenüber den Elsässern blieb selbst während der 60er Jahre noch erheblich (*Kohser-Spohn*). Diese Entwicklung wird auch anhand der Partnerschaften zwischen elsässischen und deutschen Städten erkennbar: Die erste Städtepartnerschaft kommt erst 1961 zustande, 1962 jene zwischen der symbolträchtigen Grenzstadt Straßburg und Stuttgart, und die Zahl steigt erst in der zweiten Hälfte der 60er Jahre merklich an⁹.

In den Gebieten, die in Folge des Versailler Vertrages an Belgien und Dänemark verloren gingen, setzt die Aussöhnung ab Mitte der 50er Jahre und damit etwas früher ein. In beiden Fällen haben vertragliche Regelung der wichtigsten Streitfragen (Grenzzverläufe, Minderheiten, Kriegsverbrecher) diese Entwicklung zweifellos begünstigt (*Jebsen, Brüll*) – insbesondere die Rahmenabkommen in Gestalt der Bonn-Kopenhagener Erklärung von 1955 sowie des deutsch-belgische Freundschaftsvertrags von 1956. Das Beispiel der deutsch-niederländischen EUREGIO (*Gundermann*) weist mit der Gründung im Jahr 1959 auf einen ähnlichen Verlauf hin. Bei genauerer Betrachtung der Aussöhnungsprozesse, die direkt mit der Erinnerung an Zweiten Weltkriege, Nationalsozialismus und Besatzung verknüpft sind, ist der zeitliche Ablauf hingegen merklich verzögert¹⁰. Im Falle der Euregio mischen sich die Einrichtungen der grenzüberschreitenden Kooperation – wahrscheinlich aufgrund

⁹ Corine DEFRANCE, La dimension régionale dans le rapprochement franco-allemand : l'Alsace face à l'Allemagne de l'immédiat après-guerre au début des années 1970, in : Marie-Bénédicte VINCENT, Yves DÉNÉCHÈRE (Hg.), Vivre et construire l'Europe à l'échelle territoriale de 1945 à nos jours, Brüssel 2010, S. 145-158. Für eine Perspektivierung siehe Corine DEFRANCE, Les jumelages franco-allemands. Aspects d'une coopération transnationale, in : Vingtième Siècle. Revue d'Histoire (2008) 99, S. 189-201.

¹⁰ Zum Vergleich siehe Valérie-Barbara ROSOUX, Les usages de la mémoire dans les relations internationales : le recours au passé dans la politique étrangère de la France à l'égard de l'Allemagne et de l'Algérie de 1962 à nos jours, Brüssel 2001.

nationaler Bevormundung – auf diesem heiklen Gebiet nicht ein. Im Wesentlichen setzen wirkliche Aussöhnungsprozesse erst ab dem Moment ein, ab dem eine gemeinsame Kategorie des Gedenkens – Befreiung anstatt einer Täter-Opfer-Perspektive – hervortritt. Die Befreiung, die als territoriale Befreiung und darüber hinaus als eine Befreiung vom Nationalsozialismus verstanden werden kann, betraf indes nicht nur die Grenzzonen. Es handelt sich dabei vielmehr um einen Bestandteil inter- und transnationaler Annäherung und Aussöhnung, die eher die Zukunft als die Vergangenheit in den Blick nimmt. Das Beispiel der Euregio zeigt die Schwierigkeit der Aussöhnung, sofern ihr eine negative Kategorisierung nach dem Muster „Täter-Opfer“ zugrunde liegt, sei es in Gedenkfeiern, im befangenen Einschreiten des Rates der Euregio bei der Ausbildung Jugendlicher oder für die von Alfred Mozer verteidigten Prinzipien. Daher haben im deutsch-niederländischen Fall Annäherungsbemühungen im Rahmen von Gedenkfeiern erst ab Mitte der 80er Jahre zugenommen.

Höchst politisch war die propagandistische Aussöhnung der DDR mit Polen durch das Görlitzer Abkommen von 1950. Sie stellte noch nicht wirklich den Beginn eines Aussöhnungsprozesses zwischen Deutschland und seinen östlichen Nachbarn dar. In der Tat ist bezüglich der Ostgrenze und in den östlichen Grenzgebieten insgesamt eine in ihrem Verlauf spezifische Entwicklung erkennbar. Bestimmende Faktoren waren hierbei die Stabilisierung der beiden Teile Deutschlands, die Ostpolitik Willy Brandts, die Entwicklung der Erinnerung an den Zweiten Weltkrieg und die Entspannungspolitik. Im Jahr 1972 erlaubten neue Regelungen der Visa- und Transitbestimmungen eine Intensivierung der Kontakte und des Austausches zwischen Polen und der DDR: Ab diesem Zeitpunkt begaben sich 9,3 Millionen Polen sowie 6,3 Millionen ostdeutsche Staatsbürger in das jeweilige Nachbarland, was 30% der polnischen und 40% der ostdeutschen Bevölkerung entspricht (*Weber, Pick*). Seitdem konnten deutsche Vertriebene und deren Nachkommen nach Polen einreisen. Was den Tourismus oder selbst wissenschaftliche Beziehungen zwischen der Bundesrepublik und Polen betrifft, so waren diese weder zahlreich noch die Aufenthaltsdauer lange genug, als dass sie sich nachhaltig auf Vorurteile und Darstellung des Anderen hätten auswirken können. Hier lassen sich Veränderungen offenbar nur nach langen Zeiträumen beobachten (*Pick*). Bemerkenswerterweise waren die Hauptakteure des Tourismus meist ehemals Ver-

triebene. So war es in den 70er und 80er Jahren vor allem die Veränderung der Wahrnehmung der Grenzen, die von westdeutscher Seite zunehmend als endgültig angesehen wurden, als die Intensivierung des Personenaustauschs, die der Aussöhnung zuträglich war.

Die Bedeutung der Frage nach den Grenzen für bestimmte Gruppen – namentlich die Vertriebenen, die Flüchtlinge und hier insbesondere die Sudetendeutschen, hat den Aussöhnungsprozess der Bundesrepublik mit seinen östlichen Nachbarn wiederholt gedämpft, ja sogar mitunter verhindert. Die von der EKD im Oktober 1965 verfasste sogenannte Vertriebenen-Denkschrift und der von den polnischen Bischöfen im November 1965 herausgegebene Hirtenbrief nahmen sich dieses Problems an. Allerdings blieben die Hindernisse beträchtlich, wie etwa das Veto Adenauers 1959 zu den Plänen Außenminister Heinrich von Brentanos, Nichtangriffspakte mit Polen und der Tschechoslowakei anzustreben, die Agitationen des Bundes der Vertriebenen gegen die Verträge zur Ostpolitik zwischen 1970 und 1973 oder auch Irritationen nach der endgültigen Bekräftigung der Unverletzlichkeit der Oder-Neiße-Grenze 1990 zeigen. Die jüngsten Polemiken gegen das Dokumentationszentrum zu Flucht und Vertreibung lassen zuweilen den Eindruck entstehen, dass Aussöhnungsprozesse in einigen Fällen womöglich erst begonnen haben (*Pfyer*). Deren Chronologie folgt dem langsamen Wandel der Erinnerung an das Trauma und unterliegt somit vor allem der Generationslogik.

Nähe als Garant der Aussöhnung?

Auch wenn der Grenzraum mitunter einen Brückenkopf bei der Aussöhnung darstellt, so belegen doch mehrere Beispiele, dass er selten entscheidend für einen Prozess ist, der in den meisten Fällen von anderen Faktoren abhängt. Zumeist handelt es sich – wie zwischen Polen und Deutschen oder Niederländern und Deutschen – um ein Nebeneinander, das sich einstellt, noch bevor andere Voraussetzungen gegeben sind. Dadurch, dass im Falle der östlichen Grenzen Deutschlands (sowohl der BRD als der DDR) die Grenzen infolge des Krieges neu festgelegt worden waren und sie für die Bevölkerung sowie für Wirtschaft und Kultur einen tiefen Einschnitt darstellten, zerschlugen sie zunächst weitgehend alle Austauschmöglichkeiten. Das „Gefühl einer Bruchstelle“ wurde umso stärker und nachhaltiger empfunden, als am Anfang, wie insbeson-

dere das Beispiel Görlitz zeigt, nichts dafür unternommen wurde, die natürlichen Grenzen, welche die Flüsse Oder und Neiße darstellten, zu überbrücken und Transportproblemen oder der Zerstörung historisch gewachsener Verflochtenheit von Flussstädten entgegenzuwirken. Zwar gab es seit 1945 einzelne Kooperationen auf dem Gebiet der Infrastruktur. So stammte die Elektrizität für Görlitz und Zgorzelec aus einer gemeinsamen Zentrale, das Wasser für Zgorzelec kam aus Görlitz und umgekehrt die Gasversorgung der deutschen Stadt aus der polnischen. Das führte dennoch nicht dazu, dass ein Aussöhnungsprozess angestoßen wurde. (*Weber, Opilowska*).

Im Falle der deutsch-niederländischen Euregio wurden Handel, Wirtschaft, Infrastruktur und menschliche Beziehungen als Vektoren wahrgenommen, die es erlaubten, die Grenzen zu überwinden und den Weg der Aussöhnung zu beschreiten (*Gundermann*). Die hier in Auszügen vorgestellten mikrohistorischen Analysen belegen, dass der tägliche Austausch miteinander, der hauptsächlich durch Handel zustande kommt, Annäherung zwar begünstigt, diese jedoch nicht zwingend nach sich zieht (*Opilowska*). Im deutsch-polnischen Fall verhinderten makroökonomische Faktoren (im Vergleich zum Westen niedrigerer Lebensstandart in der DDR, zugleich aber höher als in Polen), dass der mikroökonomische Handel entlang der Grenzen die Rolle hätte spielen können, die er im Annäherungsprozess häufig spielt (*Pick*). Da in Ostdeutschland der Eindruck entstand, regelrecht ausgeplündert zu werden, wurde polnischen Bürgern ab 1973 von den ostdeutschen Behörden beim Einkauf bestimmter Produkte Quoten auferlegt (*Opilowska*). Selbst heute noch wirken sich die unterschiedlichen Lebensstandards auf die Bereitschaft zur Annäherung aus: Die Vision einer grenzüberschreitenden Zusammenarbeit ist bei den polnischen Bürger Zgorzelec stärker ausgeprägt und zuversichtlicher konnotiert als bei den deutschen Bewohnern von Görlitz. Ungleiche wirtschaftliche Verhältnisse nähren dabei mitunter Hassreflexe, wie sie etwa von der rechtsextremen NPD verkörpert werden – selbst wenn zugleich der Kampf gegen Fremdenfeindlichkeit die beiden Ufer der Oder zusammenführt (*Opilowska*).

Wenn auch die Nähe zur Grenze („Grenzeffekt“), wie Dominik Pick feststellt, durchaus eine spürbare Wirkung auf die deutsch-polnische Annäherung hatte – so trennte die Oder-Neiße die Bundesrepublik in gewisser Weise von Polen mehr als die DDR von Polen – führte diese Nähe jedoch nicht zwingend zu einem besseren

Bild vom Andern¹¹. Polnische Bürger haben eine wesentlich positivere Meinung von den Japanern als von den Deutschen und ebenso ist jene von den Dänen vorteilhafter als die von den Ukrainern – ein Umstand, der möglicherweise der Wirtschaftskraft des jeweiligen Landes geschuldet ist. Außerdem sind anhaltende Stereotypen wie etwa das der „polnischen Wirtschaft“ offenbar in Schlesien entstanden, einer Region intensiven Umgangs zwischen Polen und Deutschen. Zum Problem der physischen Grenze kommt also noch jenes der Mentalität hinzu (*Pick*). Gleichwohl hat die Öffnung der deutsch-polnischen Grenze 1972 auf lokaler Ebene in der Tat dazu beigetragen, gewisse Stereotypen abzubauen oder zumindest positiv zu verändern (*Opilowska*).

Desöfteren relativiert indes die Sprachbarriere den Vorteil geographischer Nähe, sie dämpft den Umgang wie auch die kommunikative Fähigkeit, Probleme regeln zu können. Man kann anhand der hier vorgestellten Beispiele feststellen, dass der Wille, diesen Mangel zu beseitigen, ungleich verteilt ist: Die Nachbarn Deutschlands (die polnischen Bewohner Zgorzelecs oder die tschechischen Bewohner Broumova) scheinen eher bereit zu sein, Deutsch zu lernen, als die deutschen Bewohner von Görlitz Polnisch oder die Mitglieder des *Heimatkreises* Tschechisch (*Opilowska*, *Plyer*). In anderen Grenzgebieten, in denen man die Sprache des deutschen Nachbarn teilt (Süddänemark, der Osten Belgiens, Österreich) oder dort, wo die sprachliche Nähe durch das Sprechen deutscher Dialekte gegeben ist (Elsass), begünstigte das Sprechen der deutschen Sprache die Aussöhnung erst spät (*Brüll*, *Dippel*, *Kohser-Spohn*, *Putsche*, *Jebesen*). Selbst wenn Aussöhnung auch ein kulturelles Spannungsfeld von Verstehen, Nähe, Altärität und mitunter vielleicht sogar von positiv konnotierter Abgrenzung beinhaltet (*Dippel*): Grenzen erfüllten in den ersten Jahrzehnten nach 1945 ungebrochen ihre Hauptfunktion: Gruppen zu definieren und abzugrenzen. Dadurch ist das Nationalgefühl in Grenzgebieten oft stärker ausgeprägt und die emotionale

¹¹ Siehe auch Beate KOSMALA, Das Bild Polens in der Bundesrepublik Deutschland und die deutsch-polnischen Beziehungen und Burkhard OLSCHOWSKY, Der wenig vertraute Nachbar. Das Bild Polens in der DDR 1949-1989, in: Jerzy KOCHANOWSKI, Beate KOSMALA (Hg.), Deutschland, Polen und der Zweite Weltkrieg. Geschichte und Erinnerung, Potsdam/Warschau 2009, S. 129-141 und S. 142-153; Wladyslaw BARTOSZEWSKI (Hg.), Und reißt uns den Hass aus der Seele. Die schwierige Aussöhnung von Polen und Deutschen, Warschau 2005; Basil KERSKI, Andrzej KOTULA, Kazimierz WOYCICKI (Hg.), Zwangsverordnete Freundschaft? Die Beziehungen zwischen der DDR und Polen 1949-1990, Osnabrück 2003.

Distanz zur Nachbarnation bedeutsamer. Das Sprechen der Sprache des deutschen Nachbarn wirft vor diesem Hintergrund aus nationaler Perspektive mit Blick auf die Zugehörigkeit zur nationalen Gemeinschaft in der Tat Zweifel auf, was sich beispielsweise im Elsass in einer höchst politischen Säuberung ausdrückte (*Kohser-Spohn*). Erst ab dem Moment, ab dem die Eingliederungspolitik es erlaubt, die Loyalität der Grenzbevölkerung nicht mehr in Zweifel zu ziehen, wird es möglich, dass das Sprechen einer gemeinsamen Sprache zu einer Trumpfkarte im Aussöhnungsprozess werden kann (*Brüll, Kohser-Spohn*)¹².

Grenzüberschreitungen und Grenzfragen sind in hohem Maße an allgemeine Entwicklungen der Erinnerung an den Zweiten Weltkrieg gekoppelt. Eine Schwierigkeit der Aussöhnung liegt gerade darin, dass sie beiderseits der Grenze zum Teil zeitlich unterschiedlich verlaufen. Der Wandel des Bildes von den Kriegsakteuren (eher Hitler als die Deutschen in den 70er Jahren, der Widerstand in den 80er Jahren) und die verspätete Möglichkeit grenzüberschreitender Gedenkfeiern wird am Beispiel der Euregio deutlich (*Gundermann*). Die Herausbildung spezifischer an eine Opferperspektive gebundener Erinnerungskulturen und Narrative zum Zweiten Weltkrieg – nicht aus der Blickrichtung von Flüchtlingen und Vertriebenen – stellen beträchtliche Hindernisse bei der Aussöhnung dar (*Pfyer, Gundermann*).

Schließlich bringen auch verschiedene geographische Bezugsgrößen der Aussöhnung Gegensätze hervor: Die Sudetendeutsche Landsmannschaft ist auf nationaler Ebene umstritten und wirkt sich öfters als Hindernis für die Beziehungen zwischen Berlin und Prag aus. Auf regionaler Ebene dient sie indessen auch dazu, die Unabhängigkeit gegenüber dem Föderalstaat zu bekräftigen. Ihre lokalen Einheiten (die *Heimatkreise*) fördern eher den grenzüberschreitenden Dialog (*Pfyer*). Daneben sind die sozialen Ebenen nicht minder wichtig: Die Rolle des Einzelnen – wie etwa an der Entwicklung gemischtnationaler Ehen in Görlitz zu ersehen (*Opilowska*) – und allgemein der Zivilgesellschaft bleibt ausschlaggebend (*Pfyer, Gundermann*).

¹² Siehe auch Birte WASSENBERG, Bilinguisme et coopération transfrontalière, in: *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* (2001) 2-3, S. 275-302.

Die Spannung zwischen Kaltem Krieg, Grenzen und Aussöhnung

Nach 1945 wirkte der Kalte Krieg bezüglich der Grenzfragen und der Grenzräume in hohem Maße auf den Aussöhnungsprozess ein. In erster Linie waren davon die östlichen Grenzen Deutschlands und die Beziehungen zu den Nachbarn im Osten betroffen, zumal diese bereits aufgrund der dort besonders gewalttätigen nationalsozialistischen Politik mit einer außerordentlichen Hypothek belastet waren.

Als erster Faktor ist zu nennen, dass diese Grenzen neu waren. Sie resultierten weitgehend aus dem Zweiten Weltkrieg und seinen Folgewirkungen, wurden durch den Kalten Krieg dann aber rasch gefestigt. Umsiedlungen der Bevölkerung machten aus den Grenzen einen Gegenstand der Spannung und wirkten sich daher auch auf die Grenzzonen aus. Zur Gegensätzlichkeit zwischen zwei Nationen nach einem gewaltsamen Konflikt kamen nicht nur materielle Schwierigkeiten, die Begegnungen verhinderten. Hinzu kam auch die Tatsache, dass es auf beiden Seiten der Grenzen zuvor kaum Kommunikationsnetze zwischen beiden Bevölkerungen gab – dies um so mehr, als sie aufgrund der erzwungenen Migration zuvor noch nicht miteinander gelebt hatten. Die polnische Grenzbevölkerung der Oder-Neiße kam mehrheitlich aus dem Zentrum oder aus ehemaligen östlichen Provinzen Polens und fühlte sich zunächst sehr fremd in den vormals deutschen und nun polnisch gewordenen Provinzen. Ähnliche Bedingungen herrschten in den Grenzstädten der DDR, beispielsweise in Görlitz, wo der Anteil der Flüchtlinge und Vertriebenen beträchtlich war. Die Einschätzung dieser Grenzbewohner, dass ihre Ansiedlung nur provisorischen Charakter habe, ermunterte sie zumindest zu Beginn nicht, sich in eine grenzüberschreitende Annäherung einzubringen (*Opilowska*). Hingegen konnte die geteilte Erfahrung der Vertreibung bisweilen auch einen Annäherungsfaktor darstellen, selbst wenn die ostdeutsche Regierung in den „Opfern der Grenzen“ (Flüchtlinge und Vertriebene) eine potentielle Gefahr sah, die es zu überwachen und eine Verbrüderung – also ein Aussöhnen – mit den polnischen Mitbürgern zu verhindern galt.

Der zweite Faktor ergibt sich aus der Tatsache, dass sich Grenzen zwischen Staaten, deren Beziehungen untereinander bereits durch den Zweiten Weltkrieg auf die Probe gestellt worden waren, vor dem Hintergrund des Kalten Krieges um ideologische Grenzen

verdoppelten. Da die Erinnerung an den Zweiten Weltkrieg und insbesondere jene an die Verbrechen des nationalsozialistischen Deutschlands Thema des Kalten Krieges wurden, war auch die Aussöhnung zwischen Deutschen und seinen Nachbarn beeinträchtigt. Die mit dem Deckmantel des Antifaschismus verbrämte ideologische Zurückweisung jeglicher Verantwortung der DDR für Verbrechen oder die Verneinung der Vertreibungen durch die Regierung (Fehlen spezifischer Bezeichnungen und offizieller Statistiken in der DDR), hat die Arbeit an der Erinnerung blockiert und die Aussöhnung gebremst (*Weber*). Der grenzüberschreitende Austausch war politisch instrumentalisiert und ideologisch beschränkt: potentielle Akteure der Aussöhnung waren zunächst die Genossen und Kader der Partei. Dies führte dazu, dass sich der Annäherungsprozess nicht in die Zivilbevölkerung der betroffenen Länder verbreiten konnte und sogar von der politischen Elite als aufgedrängt und aufgezwungen empfunden wurde (*Weber*). Tatsächlich wurde die Aussöhnung größtenteils instrumentalisiert und stellte ein ideologisches Hilfsmittel dar. Inmitten des kommunistischen Blocks erlaubte die Stabilisierung der Grenzen eine Annäherung der kommunistischen Parteien und in gewisser Weise den Aufbau einer ideologischen Einheit innerhalb des kommunistischen Lagers. So war die Billigung der Oder-Neiße Grenze durch den Görlitzer Vertrag 1950 für die SED ganz wesentlich ein Mittel, Beziehungen zu ihrem polnischen Pendant aber auch zu anderen kommunistischen Parteien zu knüpfen und trotz anhaltender Spannungen deren Unterstützung für die Anerkennung der DDR zu erhalten (*Weber*)¹³.

Derweil riefen der Kalte Krieg und die Schaffung des sozialistischen Blocks auch starke Widersprüchlichkeiten hervor. Eine notwendige Aussöhnung unter den Bruderländern und freiem Verkehr standen eine Abriegelung und militärische Kontrolle der Grenzen in der Sorge um den Schutz des Lagers und der Ideologie gegenüber (*Weber, Opilowska*). In der Grenzzone war man strengen Kontrollen unterworfen. Dies begünstigte auf polnischer Seite nicht gerade den Wunsch, sich in einer Grenzstadt niederzulassen und auf die Deutschen zuzugehen (*Opilowska*). Die grenzüberschreitenden Kontakte

¹³ Andreas Malycha, "Wir haben erkannt, dass die Oder-Neisse-Grenze die Friedensgrenze ist". Die SED und die neue Ostgrenze 1945 bis 1951, in: Deutschland Archiv (2000) 33, S. 193-207; Andreas Malycha, Die SED und die Oder-Neiße-Grenze bis zum Görlitzer Vertrag 1950, in: Helga Schultz (Hg.), Grenzen im Ostblock und ihre Überwindung, Berlin, 2001, S. 81-111.

entsprechen im Wesentlichen den klar umrissenen Zielen der Regierung (Bedarf an Arbeitskräften, technische und industrielle Zusammenarbeit) und bleiben durch die politische Polizei streng überwacht. So veranlassten die politischen Hauptkrisen der DDR oder der Grenzländer die ostdeutschen Funktionäre zur Schließung der Grenzen – beispielsweise 1980 gegen Polen aus Angst vor einem Übergreifen der *Solidarność*-Bewegung (*Weber, Opilowska*). In Krisenzeiten zögerten einige Länder, darunter auch die DDR, nicht einmal, antipolnische Stereotypen in der Propaganda wiederaufleben zu lassen – nachdem zuvor die Aussöhnung der Bruderländer gefeiert worden war¹⁴. Wie Pierre-Frédéric Weber anmerkt, lässt sich die Auswirkung des Kalten Krieges in folgender Formel zusammenfassen: „zwei Europas, zwei Grenzregierungen“. Muss man noch hinzufügen: „zwei Aussöhnungen“?

Zudem hat die Polarisierung des Kalten Krieges die Aussöhnungsprozesse gestört. So wurden die Fortschritte des deutsch-polnischen Vertrages vom Dezember 1970 durch eine zu lange Fokussierung der Westdeutschen auf die sowjetischen Reaktionen abgeschwächt – auf Kosten der Berücksichtigung der polnischen Interessen hinsichtlich der Behebung des Grenzkonflikts. Die Handhabung der Ratifizierung durch die Bundesrepublik und die sodann auferlegten Beschränkungen verstärkten die Abhängigkeit Polens gegenüber der Sowjetunion und ließen es daher nicht zu, so entscheidende Impulse für die deutsch-polnische Aussöhnung zu setzen, wie man sie erhofft hatte (*Pick*). Jedoch machte die Bundesrepublik symbolisch und visuell – mit Willy Brandts Kniefall am Denkmal des Warschauer Aufstandes am 7. Dezember 1970¹⁵ – ihre Bereitschaft zur Aussöhnung deutlich, nachdem die Kirchen und progressive Teile der SPD und der FDP Mitte der 60er Jahre bereits erste Schritte unternommen hatten.

Auch wenn man seit dem Ende des Kalten Krieges und dem Fall seiner sinnbildlichen Grenze, der Berliner Mauer, einen Diskurswandel feststellen kann, wie zum Beispiel in Görlitz/Zgorzelec, wo

¹⁴ Als Vergleichsstudie siehe auch Jan C. BEHREND, *Die erfundene Freundschaft. Propaganda für die Sowjetunion in Polen und in der DDR*, Köln 2006.

¹⁵ Siehe Christoph SCHNEIDER, *Der Kniefall von Warschau. Spontane Geste – bewusste Inszenierung?*, in: Gerhard PAUL (Hg.), *Das Jahrhundert der Bilder. 1949 bis heute*, Göttingen 2008, S. 410-417; Daniela MÜNKE, *Willy Brandt in Warschau – Symbol der Versöhnung*, in: Stiftung Haus der Geschichte (Hg.), *Bilder im Kopf. Ikonen der Zeitgeschichte*, Köln 2009, S. 130-139.

man nicht mehr von einer Grenze sondern von Brücken spricht, die die beiden Städte miteinander verbinden (*Opilowska*), oder in Bromov/Braunau, nunmehr Partnerstadt von Forchheim (*Plyer*), so fallen bei den Aussöhnungsprozessen im Osten eher die in den Köpfen verankerten Grenzen ins Gewicht als jene in den Landschaften. Deutschland hatte hinsichtlich der Beziehungen zu seinen Nachbarn im Osten seit jeher für eine Aussöhnung gewissermaßen zwei Grenzfragen zu überwinden: die bilaterale und die seiner eigenen Teilung¹⁶. Im Westen hingegen wirkte sich die europäische Integration und die geforderte Einheit im Kalten Krieg als stabilisierender Rahmen günstig auf die Aussöhnung zwischen der Bundesrepublik und ihren Nachbarn aus (*Brüll*).

In Richtung grenzüberschreitende Regionen?

Das Ende des Kalten Krieges und die Beschleunigung von Aussöhnungsprozessen aufgrund der Intensivierung und Ausweitung der europäischen Integration, der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit¹⁷ und deren Begleitung durch Sprach- und Erinnerungspolitik (*Opilowska, Gundermann, Putsche*), lassen die Schaffung oder die Revitalisierung tatsächlich transnationaler Regionen im Schnittfeld vielfältiger Einflüsse erwarten. Das Elsass ist unbestreitbar wieder eine solche Region geworden¹⁸. Andere Regionen, in denen Minderheitenfragen geregelt wurden und sich besondere Identitäten herausgebildet haben, wie der Osten Belgiens oder Süddänemark, haben sich ebenfalls zu solchen entwickelt (*Brüll, Jeben*). Seitdem es die nationalen Erinnerungen erlauben, erscheint die regionale Ebene

¹⁶ Ulrich PFEIL, Die „anderen“ deutsch-französischen Beziehungen. Die DDR und Frankreich 1949-1990, Köln 2004.

¹⁷ Siehe die Aktivitäten der Forschungsgruppe FARE der Universität Strassbourg (<http://fare.unistra.fr/>), vor allem Birte WASSENBERG, Vers une eurorégion ? La coopération transfrontalière franco-germano-suisse dans l'espace du Rhin supérieur de 1975 à 2000, Brüssel 2007.

¹⁸ Siehe das Kolloquium des Marc Bloch-Zentrums (Berlin) und der Stiftung Stiftung Genshagen, Das Elsaß: eine transnationale Region, 7.-8. November 2007 und Birte WASSENBERG, Coopération franco-germano-suisse et identité régionale (1963-2007). L'identité régionale favorise-t-elle la coopération transfrontalière dans l'espace rhénan ?, in : Birte WASSENBERG, Martial LIBERA (Hg.), L'Europe au cœur. Études pour Marie-Thérèse Bitsch, Brüssel 2009, p. 141-163 ; Birte WASSENBERG, Identité européenne et coopération transfrontalière : quels liens ? L'exemple de l'espace du Rhin supérieur depuis les années 1990, in : VINCENT, DÉNÉCHÈRE (Hg.), Vivre et construire l'Europe (Anm. 9), S. 191-210.

tatsächlich gut geeignet zu sein, Sackgassen der nationalen geschichtlichen Schemata auszuräumen und sich in den Grenzüäumen bzw. hinsichtlich der Grenzfragen zu versöhnen. Vor dem Hintergrund der hier dargelegten Beispiele zur Aussöhnung Deutschlands mit seinen Nachbarn könnte man daher geneigt sein zu fragen: Mit wem soll man sich noch versöhnen? Vielleicht zuerst mit seiner eigenen Geschichte.